GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)

Rien n'est jamais acquis

Six mois se sont déjà écoulés depuis les élections municipales. Six mois durant lesquels nous avons déjà avancé dans nos promesses et notre programme pour être à la hauteur des attentes des Choisyennes et des Choisyens.

Pas de « blabla », pas de mensonges, pas de récupération ; de l'engagement et des résultats au-delà des actions quotidiennes de services publics que nous vous devons.

Pour ne citer que quelques exemples de l'amélioration de votre quotidien ou du renouveau de notre ville sur ces derniers mois : lancement d'une mutuelle communale, pose de la première pierre du nouveau programme de la ZAC du Port, réfections importantes de voirie (rue du Four, impasse des Fusillés, avenue du Docteur Charcot…), démarrage des travaux du Tzen5, plan de déploiement de 24 nouvelles caméras pour 2027, candidature ANRU 3 pour notre centre-ville…

Mais également de très beaux projets structurants à venir dans les prochains mois avec la requalification de la ferme et du parc des Gondoles, l'ouverture de la crèche Joséphine Baker ou encore la nouvelle tribune de rugby au stade Jean Bouin.

Ces actions qui changent votre quotidien sont d'autant plus importantes dans le contexte actuel. Nous venons de vivre un mois d'octobre plus qu'éprouvant pour de nombreux Français ; lycéens, retraités, salariés, parents, voient leurs conditions de vie, de pouvoir d'achat et leur avenir se dégrader.

Le droit de manifester, de défendre ses idées et de faire entendre ses revendications est une liberté fondamentale de notre démocratie. Mais il doit pouvoir s'exercer dans le respect des personnes et des biens, sans être empêché par ceux qui choisissent la destruction ou qui la cautionnent.

Il est indispensable de préserver le dialogue et de permettre à chacun de s'exprimer dans un cadre respectueux. C'est ainsi que nous agissons au quotidien avec la majorité car nous avons un devoir d'exemplarité.

Nous devons, en tant qu'élus de la République, gagner la confiance de tous les citoyens et non souffler sur les braises du chaos, créer de la défiance ou faire monter l'intolérance et la haine, jusqu'à l'impensable.

Défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité est la première des exigences pour un élu. Elles exigent notre vigilance, notre engagement et notre courage à les faire vivre.

C'est ainsi que l'apaisement reviendra dans nos cœurs et nos esprits.

GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

GROUPE DES ÉLUS ÉCOLOGISTES ET INDÉPENDANTS

Écouter la jeunesse, refuser la violence

Les événements en marge des manifestations récentes sont encore dans nos esprits. Ces violences sont inacceptables, mais elles ne doivent pas occulter l'essentiel : la colère qui s'exprime dans notre pays, notamment celle des lycéennes et des lycéens, en métropole comme dans les Outre-mer, et ce, depuis plusieurs semaines maintenant.

Nous entendons cette colère et nous la considérons comme légitime. Une jeunesse qui prend la parole, se mobilise et réclame de meilleures conditions d'études, davantage de justice sociale et un avenir digne n'est pas une menace pour la société. Elle nous interpelle collectivement sur les réponses que nous apportons à ses inquiétudes. Cet élan citoyen doit être entendu, respecté et pris au sérieux.

Cela suppose aussi de regarder en face les réponses apportées par les pouvoirs publics, et nous affirmons que la réponse policière ne peut constituer une réponse politique à une colère sociale. Le dialogue, l'écoute et des engagements concrets sont indispensables.

Mais notre soutien aux revendications légitimes ne saurait justifier la violence. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les dégradations de bâtiments publics, les pillages de commerces, les vitrines brisées et les voitures incendiées. Ces actes pénalisent les habitants, fragilisent les commerçants et détruisent des biens qui appartiennent à tous. Ils ne sont ni une réponse à l'injustice ni un moyen de faire avancer les revendications. Ils risquent, au contraire, de les discréditer.

Nous appelons également chacune et chacun à prendre du recul face au traitement des événements par les chaînes d'information en continu. La répétition des images les plus violentes finit par imposer une vision déformée de la réalité, attise les peurs, nourrit les haines et creuse les fractures de notre société. Ne laissons pas ces images effacer celles, moins spectaculaires, mais essentielles d'une jeunesse qui s'engage et demande à être entendue.

Les réponses politiques doivent être à la hauteur des enjeux, tout en protégeant les personnes, les biens et les services publics.

Notre responsabilité est de faire vivre le débat démocratique, pas d'opposer les générations ni de laisser la société se déchirer. Écoutons notre jeunesse, prenons ses alertes au sérieux et construisons avec elle des réponses à la hauteur de ses attentes.

KRISTIAN BOLLE DALLIAH
POUR LE GROUPE DES ÉLU.E.S
ÉCOLOGISTES ET INDÉPENDANTS

GROUPE LA FRANCE INSOUMISE - UNION POPULAIRE POUR CHOISY

Le code postal ne doit pas décider de l'avenir

Ces dernières semaines, les lycéens de Jacques-Brel et Jean-Macé, à Choisy, se sont mobilisés sur les conditions d'études.

Comme ailleurs, ils réclament des enseignants, des locaux dignes et le droit de construire leur avenir. Leur parole doit être entendue.

Les chiffres interrogent. En 2025, selon l'Éducation nationale, sur 100 élèves entrés en seconde, 95 accèdent au bac dans leur établissement à Henri-IV, à Paris, contre 52 à Jacques-Brel et 54 à Jean-Macé, à Choisy.

Autrement dit, près d'un élève sur deux ne va pas jusqu'au bac dans le lycée où il a commencé sa seconde, contre un sur vingt à Henri-IV.

Certains changent de lycée ou de voie, d'autres décrochent et les chiffres ne permettent pas de les distinguer ni de juger élèves et enseignants.

Mais cet écart de 43 points nous oblige à regarder en face les inégalités de parcours.

Ailleurs en France, des adolescents ont aussi été gravement blessés lors d'interventions policières, dont certaines font l'objet d'enquêtes. C'est inacceptable.

Nous condamnons aussi les agressions contre les policiers et les dégradations. Mais l'apaisement exige autre chose qu'une escalade.

On ne répond pas à des demandes de professeurs par des coups de matraque, ni à une colère sociale par des interdictions de manifester et des couvre-feux.

Il faut des réponses politiques. Nous les attendons toujours.

Cela ne tombe pas du ciel : ces choix budgétaires ont des responsables.

En décembre 2025, 128 sénateurs Les Républicains ont voté contre un amendement visant à préserver 4 018 postes d'enseignants. Les Républicains ont soutenu la majorité municipale lors des municipales et, en retour, ont pu compter sur le soutien du maire et d'une bonne partie de cette majorité.

Une question de cohérence se pose : comment défendre la jeunesse localement sans défendre les moyens de son école nationalement ?

La Ville n'emploie pas les professeurs et ne gère pas les lycées. Elle siège pourtant dans leurs conseils d'administration. Nous demandons que ses représentants portent les besoins des élèves auprès du rectorat et de la Région, et rendent compte des démarches.

Nous défendons aussi, à l'échelle nationale, des moyens supplémentaires pour l'école publique et la fin de Parcoursup, remplacé par un accès plus juste à l'enseignement supérieur.

Une jeunesse qui se mobilise n'est pas un problème à faire taire. C'est une génération qu'il faut entendre.

**GROUPE LA FRANCE INSOUMISE
UNION POPULAIRE POUR CHOISY.
ZAHIA TAZAMOUCHT. ROBIN ALBERT.
CLAIRE SAMARCQ. YOUSSEF AHRIKA.
CÉLINE BEAURY. JORDAN MADIANDE**

**GROUPE POUR VIVRE MIEUX À CHOISY -
UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE**

L'avenir du commerce à Choisy ne s'écrira pas sans, ni contre les commerçants !

À l'heure où nous écrivons ces lignes, quelle est la situation de la boucherie Buffard ?

Après 63 ans d'activité familiale et de transmission d'un savoir-faire apprécié des Choisyens, les propriétaires de la boucherie souhaitent partir en retraite.

Pour assurer la poursuite du commerce, il est prévu qu'un des employés, expérimenté et formé par la famille Buffard, rachète les locaux afin de maintenir l'activité directement au sein « de la maison ».

Une vente qui va de pair avec un engagement de la famille Buffard et de l'employé à maintenir l'ensemble des activités telles que nous les connaissons aujourd'hui : boucherie, charcuterie, traiteur…

Seulement, le Maire s'est opposé à cette vente directe. Il l'empêche en préemptant et rachetant les murs avec la SEM de la Métropole du Grand Paris.

Après six ans à la tête de la ville, le Maire se rend enfin compte que la puissance publique peut agir pour le commerce. De longue date, nous proposons en effet la création d'une Société d'économie mixte commerciale locale, voire d'une société coopérative d'intérêt public. Un tel outil est indispensable pour maîtriser le développement commercial de Choisy, reprendre la main, choisir quels types de commerce s'installent et appuyer des commerçants qui s'inscriraient dans une diversité commerciale répondant aux besoins des habitants.

Jusqu'ici, jamais la municipalité n'avait accepté de reprendre notre proposition.

Aussi, pourquoi user de ce dispositif uniquement pour une boucherie Buffard qui ne souhaite que continuer son activité par l'intermédiaire d'un de ses employés ? Pourquoi dépenser de l'argent public quand la continuité d'un commerce de qualité est garantie ?

Nous avons voté contre cette préemption à laquelle la famille Buffard est farouchement opposée.

Nous appelons le Maire à reprendre le dialogue avec la boucherie Buffard et le repreneur qui souhaitent présenter un projet sérieux aux Choisyens.

Sauver la boucherie Buffard, c'est assurer la continuité du commerce à Choisy, avec celles et ceux qui le font vivre, pas sans eux ni contre eux.

**POUR VIVRE MIEUX À CHOISY
UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE,
SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE.
MATTHIEU BAUHAIN, THIERRY BALIAS,
MARTINE FOURNIAUD, AHLEM ZENATI**